



LANSLEVILLARD

PLAN LOCAL D'URBANISME

2. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE - PADD

Projet arrêté
par délibération
en date du :

02 septembre 2015

Projet approuvé
par délibération
en date du :

26 septembre 2016

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51



UN TERRITOIRE TOURISTIQUE A HAUTE VALEUR ENVIRONNEMENTALE, AGRICOLE ET PATRIMONIALE

La Haute-Maurienne-Vanoise propose une offre touristique assez différenciée des grands sites touristiques de Haute-Savoie et de Tarentaise. Le développement touristique s'est organisé à partir des villages existants.

Dans l'organisation du territoire de Haute-Maurienne, la station de Val Cenis Vanoise occupe une place prédominante: position centrale et de premier rang (chef-lieu de canton à Lanslebourg, domaine skiable le plus vaste, capacité d'hébergement, équipements, animation commerciale ...)

La réussite du modèle économique est le résultat de l'adéquation du produit touristique avec sa clientèle. Les résultats sont plutôt encourageant : taux de remplissage satisfaisant, chiffre d'affaire des remontées mécaniques stabilisé à un niveau correct, taux de satisfaction élevé, bon rapport qualité/prix du produit touristique...

Au delà d'un constat globalement positif, quelques sujets seront au coeur des décisions futures :

- résoudre le manque de logements à des prix abordables pour la population permanente,
- améliorer la gestion des mobilités, notamment en ce qui concerne les mouvements pendulaires (déplacements domicile/travail), les déplacements collectifs,
- conserver une répartition des sols équilibrée entre l'agriculture et l'urbanisation,
- résoudre différents points noirs dans le paysage urbain: quelques logements vacants, quelques poches d'habitat dégradés, quelques espaces publics mal valorisés ...
- préserver l'équilibre financier de la société d'exploitation des remontées mécaniques pour faire face aux investissements importants qui restent à programmer : remplacement de la télécabine et du télésiège des Arselins ...

Cet équilibre sera préservé par le maintien du nombre de lits touristiques du secteur marchand.

D'un point de vue territorial, le village de Lanslevillard se trouve à la charnière entre un adret à forte valeur naturaliste (Parc National de la Vanoise ...) et un ubac dévolu aux aménagements du domaine skiable.

Le projet de territoire présenté dans le PADD consiste à harmoniser les différentes vocations du territoire : urbanisation, espaces agricoles et naturels, espaces d'activités touristiques. Il favorise une urbanisation compacte qui s'insère en priorité dans les dents creuses de l'enveloppe urbaine.



Les principaux enjeux du PLU sont :

► Après avoir connu une phase d'expansion rapide et relativement récente (doublement de la capacité d'hébergement en une dizaine d'années), il convient à présent de **gérer une phase de «maturité touristique»**.

En effet la station est proche de son point d'équilibre: rapport entre la capacité du domaine skiable, la gestion durable des ressources naturelles, la protection de l'agriculture et des milieux naturels et la capacité d'hébergement touristique.

L'heure n'est plus à la production systématique de lits touristiques nouveaux mais au maintien du parc existant en orientant la politique communale vers la rénovation et la remise sur le marché locatif des lits «froids».

► Renforcer l'attractivité urbaine et la qualité des services rendus à la population permanente et touristique.

► Préserver les atouts qui font la qualité d'une authentique station village: protection des espaces agricoles et naturels, valorisation du patrimoine, urbanisation respectant les principes architecturaux locaux .

► Renforcer une approche intercommunale des enjeux de territoire afin de défendre un projet collectif.



LES OBJECTIFS DU PADD

Le projet d'aménagement et de développement durable de Lanslevillard s'articule autour des axes suivants :

► 1 - PÉRENNISER LE NIVEAU D'ACTIVITE TOURISTIQUE DE LA STATION

- PROMOUVOIR L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE ET VALORISER LES SPECIFICITES LOCALES .
- METTRE EN PLACE UNE DEMARCHE DE RECONQUETE DE LA CLIENTELE JEUNE

► 2 - PRESERVER UN CADRE DE VIE EXCEPTIONNEL

- PRESERVER LE POTENTIEL AGRICOLE ET FORESTIER.
- PRÉSERVER LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES
- VALORISER ET COMPOSER AVEC LE PAYSAGE
- SE PRÉMUNIR DES RISQUES NATURELS

► 3 - CONFORTER L'ATTRACTIVITE DE LA COMMUNE

- MAINTENIR UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE POSITIVE POUR PRÉSERVER LES ÉQUILIBRES COMMUNAUX.
- MAITRISER L'ETALEMENT URBAIN.
- OPTIMISER LES POTENTIALITÉS D'URBANISATION ET OFFRIR UNE DIVERSITE D'HABITAT.
- RENFORCER LES SERVICES PUBLICS EXISTANTS ET INTEGRER LES BESOINS EN NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS.
- LIMITER LA PLACE DE LA VOITURE ET DÉVELOPPER LES MODES DE DÉPLACEMENTS COLLECTIFS ET PIETONS.
- PROTÉGER LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL
- PERMETTRE UN ACCES AUX COMMUNICATIONS NUMERIQUES
- FAVORISER LES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX DE PROXIMITE



1 - PÉRENNISER LE NIVEAU D'ACTIVITÉ TOURISTIQUE DE LA STATION



PROMOUVOIR L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE ET VALORISER LES SPÉCIFICITÉS LOCALES :

L'économie touristique de Lanslevillard se caractérise par une offre complète:

- Un produit ski alpin de taille intermédiaire dont la modernisation a été largement engagée.
- Une capacité d'hébergement importante dont la proportion de lits marchands est significative (60% du parc immobilier touristique) avec une forte représentation des centres de vacances et résidences de tourisme.

Le projet de renforcement de l'attractivité touristique repose sur les objectifs suivants:

▪ Poursuivre la modernisation du domaine de ski alpin.

Pour faire face aux attentes de la clientèle et offrir un niveau de service capable d'affronter la concurrence, Val Cenis Vanoise doit poursuivre la modernisation de son domaine skiable : remplacement des quelques appareils encore vétustes ou peu performants, réorganisation des dysfonctionnements de pistes sur quelques secteurs, finalisation du programme de neige de culture, équipements de service pour l'accueil de la clientèle, restaurants d'altitude, équipements de loisirs ...

A court ou moyen terme l'extension du domaine skiable est envisagée dans la combe de Cléry sur la commune de Lanslebourg (autorisation UTN accordée).

▪ Renouveler l'offre d'hébergement touristique

Pour assurer la maintien d'un modèle économique viable, il est impératif de stabiliser le nombre de lits marchands à son niveau actuel.

Dans cet objectif il est nécessaire de :

- **contenir le nombre de lits qui quittent le circuit marchand.**

Dans les prochaines années, Lanslevillard sera exposé au risque d'une augmentation du nombre des lits froids (non renouvellement des baux d'exploitation commerciale en fin de période, vieillissement des copropriétés ...).

La collectivité doit mettre en place avec les acteurs locaux des stratégies permettant d'agir contre ce phénomène : incitation commerciale et financière auprès des propriétaires qui s'engagent à louer, acquisition des appartements mis en vente par des structures adhoc ...



- **remettre en circuit les lits touristiques qui ont quitté le marché locatif** en requalifiant les copropriétés les plus anciennes.

- **compléter l'offre d'hébergement par des structures plus qualitatives et «innovantes», de taille modeste, pour répondre à l'évolution de la clientèle.**

La commune souhaite désormais ouvrir le développement à d'autres formes d'hébergement que les résidences de tourisme. Il s'agirait de privilégier l'émergence d'une gamme d'hébergement ciblée sur une clientèle à la recherche d'un produit beaucoup plus qualitatif comme:

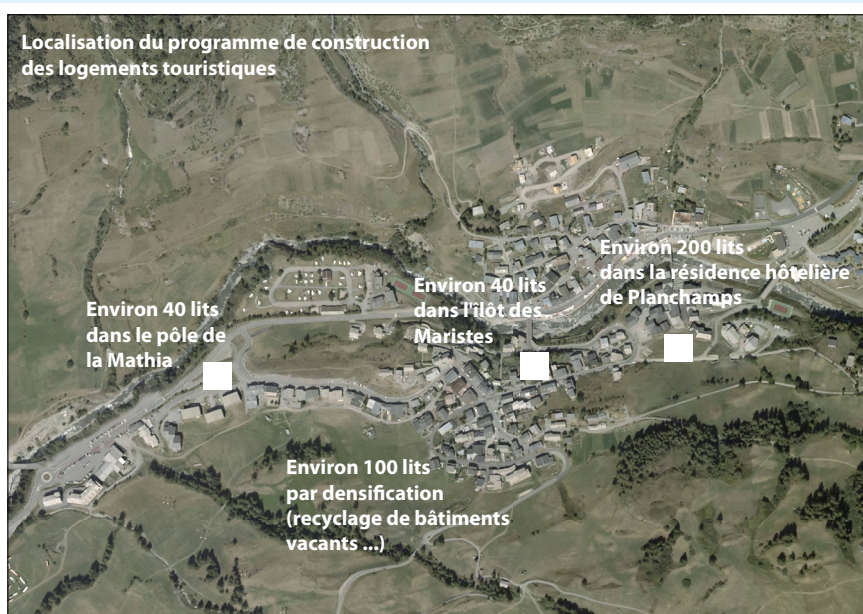
- les appartements avec services hôteliers
- les chambres d'hôtes «de charme»,
- les appartements locatifs de grande taille avec pôles de vie collective autour d'un groupe d'appartements,

Cette offre nouvelle, quantitativement limitée, trouvera son expression dans les dents creuses du tissu urbain (secteur de Planchamp, îlot des Maristes) ou dans le recyclage d'immobiliers vacants.

A l'échéance de la prospective du PLU (10 ans) on peut espérer, au plus, la réalisation d' **environ 280/300 lits nouveaux**.

- 200 lits environ dans le secteur de PLanchamp (+ ou- 40 appartements en résidence hôtelière).
- 40 lits environ dans l'îlot des Maristes (+ ou - 10 logements).
- 40 lits environ à la Matia (+ ou - 10 logements).

A ces lits nouveaux il convient d'ajouter le potentiel de lits qui peuvent être créés par le recyclage de bâtiments vacants, dans la restructuration des copropriétés anciennes ou dans la densification du tissu urbain. La quantification de ces lits est difficile à estimer et elle n'est pas limitée dans le PLU. A l'échéance de la prospective du PLU (10 ans) on retient, à titre indicatif, la possibilité de réaliser **100 lits par «densification»**.



METTRE EN PLACE UNE DEMARCHE DE RECONQUETE DE LA CLIENTELE JEUNE

L'érosion de la clientèle des premières heures de la station, incite à engager une politique de renouvellement de la clientèle.

Il s'agit principalement de mettre en place une politique attractive en faveur des jeunes.

De nouveaux équipements ludiques doivent être imaginés pour créer une animation à destination de ce public .

Une implantation de ces équipements sur le front de neige permettrait de redynamiser ce secteur vieillissant.

Par ailleurs, des programmes d'accueil de classes de neige et de classes de découverte pourraient être développés.



2 - PRESERVER UN CADRE DE VIE EXCEPTIONNEL



PRESERVER LE POTENTIEL AGRICOLE ET FORESTIER.

En parallèle du développement touristique, l'activité agricole est restée une activité économique substantielle de la commune.

Une attention particulière guide la réflexion sur le territoire communal dans le but de conserver une agriculture vivante et pérenne ainsi les terres à fort potentiel agricole sont protégées de toute construction.

Par ailleurs la collectivité envisage plusieurs actions pour accompagner la filière agricole. Il s'agit de :

- la pérennisation des exploitations par la signature de conventions pluriannuelles de pâturage.
- l'aide à l'installation ;
- l'aide à l'optimisation foncière agricole (type AFP) ;
- la mise en place de l'irrigation (projet géré par la communauté de communes) ;
- l'amélioration, en coordination avec la filière agricole, des circuits de vente directe des produits du terroir ;
- la reconquête des terrains en friche.

La forêt, qui couvre un peu plus de 800 ha du territoire de Lanslevillard, assure une double fonction de production (bois d'oeuvre résineux) et de prévention face aux risques naturels. A noter qu'une grande partie des boisements sont soumis au régime forestier et sont protégés de fait par le code forestier.

Le PLU classe en zone N les surfaces forestière et préserve les cordons boisés le long des torrents et des chemins par l'instauration d'espaces boisés classés (EBC).



PRÉSERVER LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES

La commune de Lanslevillard se caractérise à la fois par la quantité et la qualité de ses espaces naturels ; une part importante de son territoire (adret) appartient au cœur du Parc National de la Vanoise et est situé en zone Natura 2000.

Cette très grande variété de milieux naturels, liée au gradient altitudinal et à l'exposition, s'affirme au travers des nombreux inventaires recensés sur la commune : 7 ZNIEFF de type 1, 2 ZNIEFF de type 2 et 1 ZICO.

Certains de ces milieux sont particulièrement riches et/ou sensibles du point de vue de la biodiversité et présentent des enjeux pour la commune :

- Poursuivre l'amélioration de la qualité des cours d'eau et la préservation stricte des zones humides (16 zones humides et 2 tourbières à protéger).
- Maintenir la biodiversité apportée par ces milieux en maintenant ouverts les pelouses et landes sèches d'adret (pâturage extensif).
- Maintenir une diversité de modes de conduite des prairies de fauche, limiter le caractère intensif des pratiques.
- Veiller à favoriser un cycle complet de l'arbre et à ne pas morceler les boisements des forêts de conifères.
- Gérer les pelouses d'altitude et combes à neige grâce à un pastoralisme raisonné.
- Limiter les risques d'impact des pratiques sportives (escalade, ski...) sur les secteurs de haute altitude (éboulis et moraines, rochers et falaises...).

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), document cadre à l'échelle régionale pour la mise en œuvre de la trame verte et bleue, confirme que le territoire villarin est largement couvert de réservoirs de biodiversité et de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue.

En effet l'Arc et ses affluents (c'est-à-dire la multitude de ruisseaux et leurs zones humides associées) constituent un continuum aquatique majeur à l'échelle de la région à préserver.

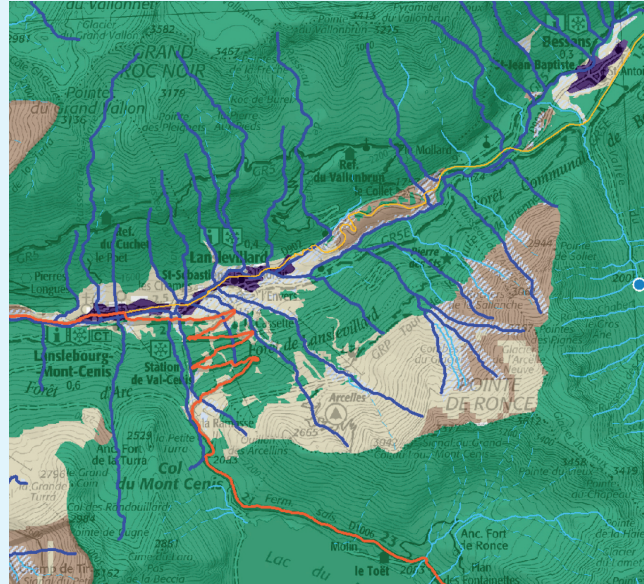
Le maintien de la biodiversité passe donc à la fois par la protection stricte des zones les plus fécondes mais également par la préservation ou le rétablissement des liens entre ces sites à savoir les corridors ou continuums écologiques pour lesquels le PLU met en œuvre les mesures suivantes :

- Les « réservoirs de biodiversité », espaces forestiers, pelouses, alpages et espaces de haute altitude sont classés en zone naturelle ou agricole. A noter que la plupart des grands tènements forestiers sont protégés de fait par le code forestier.
- Les zones humides font l'objet d'une protection spécifique par un classement en zone A-zh ou N-zh. Les ripisylves ou cordons boisés le long de l'Arc



sont classés en Espaces Boisés Classés (EBC) au PLU

- Concernant la ressource en eau potable : prise en compte des périmètres de protection des captages, raccordement de toutes les constructions futures situées dans l'agglomération au réseau collectif des eaux usées, gestion des eaux pluviales qui limite les effets de concentration (système d'infiltration associé ou non à un stockage avec limitation des débits de rejet ...).



Extrait du Schéma Régional de Cohérence Ecologique Rhône-Alpes

La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

- Objectif associé : à préserver
- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels

- Objectif associé : à remettre en bon état
- Objectif associé : à préserver

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau

- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux

- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

- Perméabilité forte
- Perméabilité moyenne
- Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)

Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Réservoirs de biodiversité :

- Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Corridors d'importance régionale :

- Fuseaux
- Axes
- à préserver
- à remettre en bon état



VALORISER ET COMPOSER AVEC LE PAYSAGE

A Lanslevillard le paysage joue, comme dans tous les milieux montagnards, un rôle primordial. Le relief et plus particulièrement les hauts sommets qui dominent la vallée de l'Arc constituent des appels visuels et des points de repère très forts dans le paysage. En deuxième plan, les lisières, les masses forestières ou le relief, compartimentent le paysage et déterminent les grandes unités de la vallée. Alors que fond de la vallée présente des paysages humanisés notamment par l'agriculture et par l'habitat, les versants sont dominés par les milieux naturels : boisements de résineux, landes et pelouses, éboulis et rochers puis glaciers.

Bien qu'aucun «paysage exceptionnel» (hors le plateau du Mont Cenis) ne soit recensé sur la commune de Lanslevillard, celle-ci bénéficie de paysages montagnards caractéristiques de la Haute Vallée de la Maurienne de grandes qualités.

Ces paysages, garants du cadre de vie, doivent être valorisés et préservés notamment au travers d'aménagements et de constructions de qualité, intégré dans la pente et dans la végétation locale.



SE PRÉMUNIR DES RISQUES NATURELS

Le caractère montagnard et en fond de vallée de la commune de Lanslevillard est générateur de risques naturels parfois violents. Crues, avalanches et glissements de terrains sont autant de risques pour la population.

Ainsi, le PLU, en intégrant les prescriptions du Plan de Prévention des Risques naturels, du Plan de Prévention des Risques inondation et du PIZ, contribue à renforcer la sécurité des biens et des personnes vis-à-vis des risques naturels par une meilleure prise en compte des risques pour les constructions futures voire par des aménagements permettant de réduire les risques pour les constructions existantes.



3 - CONFORTER L'ATTRACTIVITÉ DE LA COMMUNE



MAINTENIR UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE POSITIVE POUR PRÉSERVER LES ÉQUILIBRES COMMUNAUX.

La commune souhaite préserver un rythme démographique correspondant au prolongement de la croissance démographique constatée lors des dernières décennies soit environ 20 % en 25 ans. Ce taux de croissance de 1% par an correspond au dynamisme observé dans le secteur de la Haute Maurienne et équivaut à une augmentation d'environ 50 habitants.

Pour atteindre cet objectif démographique la commune devra permettre la réalisation de l'ordre de 30 à 35 logements permanents.


MAÎTRISER L'ÉTALEMENT URBAIN :

Aujourd'hui on trouve une linéarité urbaine quasi continue sur plusieurs kilomètres depuis l'entrée de Lanslebourg jusqu'à Val Cenis le Haut.

Pour maîtriser cet étirement urbain, la collectivité a retenu deux pistes d'action :

- **Recentrer le développement dans l'épaisseur du tissu urbain.** De ce point de vue, la collectivité souhaite valoriser l'axe historique de développement: Lanslevillard Endroit / Lanslevillard Envers (axe de développement Nord/Sud, perpendiculaire à la vallée) .
- **Favoriser l'urbanisation des «dents creuses»**, par le renouvellement urbain des îlots dégradés et la remise sur le marché de certains bâtiments vacants ou sous-utilisés (ex. la propriété des Maristes).



 constructions partiellement ou totalement vacantes



▪ **Limitier les zones d'extension urbaine.** Pour satisfaire aux besoins nouveaux en logements permanents liés à l'augmentation de population, il est nécessaire d'ouvrir deux secteurs d'urbanisation en extension (hors des enveloppes urbaines actuelles) : secteur de Chenevière (opération en cours d'étude) et secteur du Mollard.



OBJECTIFS CHIFFRÉS DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE :

► Le programme de construction modeste s'oriente principalement sur le renouvellement urbain (rénovation des copropriétés les plus anciennes, recyclage des bâtiments vacants ..), sur la densification des dents creuses et sur l'achèvement des programmes en cours. Seul deux secteurs pour un total d'environ 1,5 hectares sont prévus en extension d'urbanisation (la Chenevière et le Mollard). Ils permettront la réalisation de logements permanents.

Une densité plus forte que celle constatée dans les dents creuses est prévue dans ces zones 1Auc du PLU, seuls secteurs sur lesquels la commune peut imposer une densité. Elle sera de l'ordre de 16 logements à l'hectare.

► Etant donné la rareté du foncier, la consommation d'espace est déjà très vertueuse si on considère le ratio surface moyenne de terrains à bâtir par logement constaté au cours de la dernière décennie (consommation moyenne : 300m² par logement individuel permanent et 155 m² par logement collectif permanent).

L'objectif du PLU est de maintenir ce ratio car il serait très difficile d'être plus dense.

Le tissu urbain est quasi exclusivement constitué de maisons de village sur petites parcelles, de collectifs et d'individuels groupés. Seul le secteur de la Chenevière présente un tissu urbain plus lâche. Le PLU incite à sa densification.



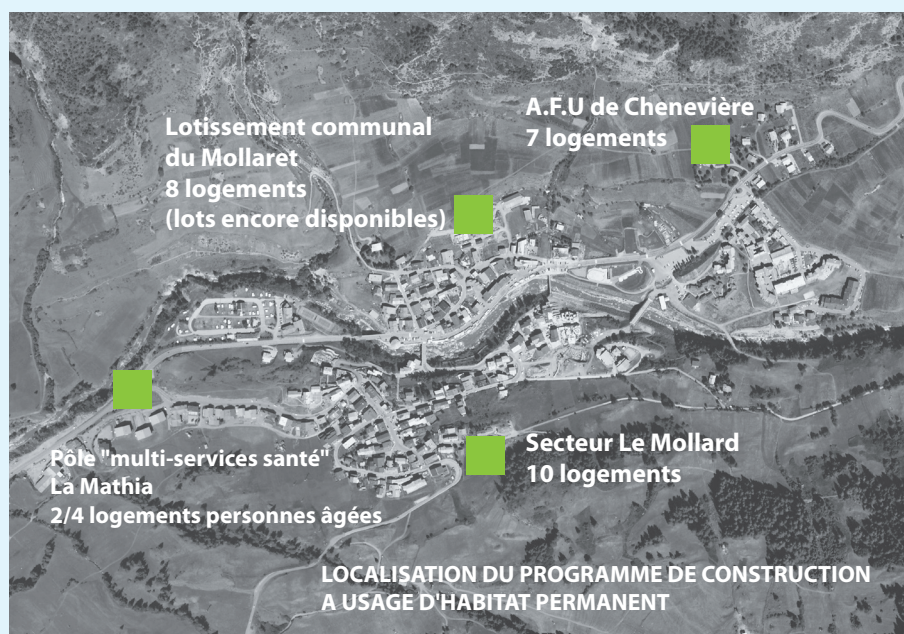
OPTIMISER LES POTENTIALITES D'URBANISATION ET OFFRIR UNE DIVERSITE DE L'HABITAT.

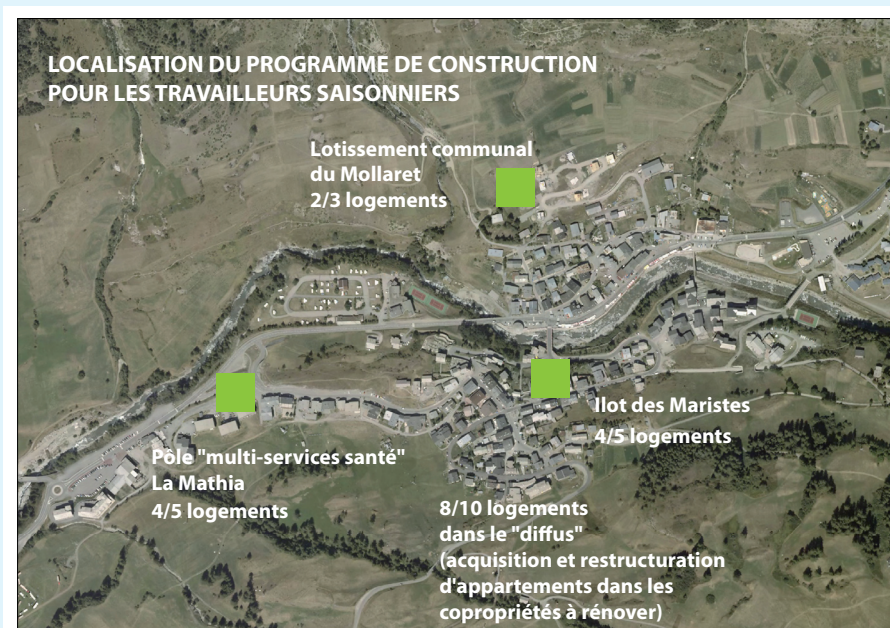
Dans l'objectif du maintien d'une diversité sociale dans l'habitat, le Plan Local d'Urbanisme propose une offre spécifique pour:

- les travailleurs saisonniers : l'étude réalisée par la communauté de communes estime le besoin à 50 logements pour Valcenis, dont une vingtaine pourrait être localisée à Lanslevillard
- la population permanente, notamment les «primo-accédants» (jeunes ménages et jeunes «décohabitants»).
- la population âgée (besoin estimé à 2/4 logements à Lanslevillard)

Le lotissement communal du Mollaret, en cours de finalisation à Lanslevillard-Endroit, répond à une demande de logements à destination de la population permanente.

L'aménagement de la Chenevière et du Mollard répondront également à la demande en logements permanents.





RENFORCER LES SERVICES PUBLICS EXISTANTS ET INTEGRER LES BESOINS EN NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS.

Pour améliorer la qualité de ses services, la commune envisage de compléter sa gamme d'équipements.

Il s'agit de :

- Créer une nouvelle école de 4/5 classes (dans l'ilôt des Maristes)
- Construire une salle culturelle (dans l'ilôt des Maristes)
- Délocaliser la mairie dans l'actuelle salle polyvalente (notamment pour répondre à la problématique de l'accessibilité)
- Rénover la salle des fêtes de Val Cenis le haut.

LIMITER LA PLACE DE LA VOITURE ET DÉVELOPPER LES MODES DE DÉPLACEMENTS COLLECTIFS ET PIETONS.

Les modes de déplacement pour venir à la station sont encore fortement dépendants de la voiture. Les conditions d'accès par les transports collectifs sont assez satisfaisantes les week-end d'hiver mais largement déficitaires en semaine, l'été et hors saison. Pendant ces périodes, les rares rotations sont incompatibles avec les migrations alternantes journalières (personnes qui montent de la basse vallée pour travailler à Lanslevillard et vice-versa)

L'hiver, un système assez performant de navette existe entre les différents pôles de la station et un ski-bus connecte l'ensemble des stations du canton entre elles.

Pour améliorer le cadre de vie du coeur de village, une réflexion est enga-



gée pour améliorer la cohabitation entre les piétons et les voitures. Il s'agit de libérer un maximum d'espace pour les piétons, sachant que l'hiver les vacanciers n'utilisent que très peu leur véhicule pendant le séjour.

La réflexion consiste également à repérer les zones pouvant accueillir du stationnement de surface ou souterrain. L'îlot des Maristes est déjà retenu pour accueillir une centaine de places couvertes. Les secteurs de la Mathia et de la rue Saint-Roch pourraient également faire l'objet d'une réflexion.



PROTÉGER LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL

La commune dispose de différents ensembles architecturaux de valeur patrimoniale:

- quelques constructions traditionnelles rescapées des dommages de la seconde guerre mondiale, notamment le quartier de l'école.
- les chalets d'alpage.
- le petit patrimoine sacré des chapelles (dont la chapelle St Sébastien classée monuments historique pour la qualité de ses peintures) ou profane (fontaines ...)

L'objectif du PLU consiste à prendre des dispositions spécifiques pour valoriser, protéger ce patrimoine architectural et permettre la reconstruction à l'identique :

- Création d'un sous-secteur regroupant l'îlot à forte valeur patrimoniale autour de l'église avec prescriptions réglementaires au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme. La commune exercera sur ce secteur le droit de préemption urbain.
- Inventaire des chalets d'alpage au titre de l'article L122-11-3° du code de l'urbanisme.

Lanslevillard est également particulièrement riche en roches gravées, témoignage de l'art rupestre. Elles sont situées à proximité des sites d'occupation humaine : vallées et alpages jusqu'à 2730 m. Les sites archéologiques recensés, ainsi que tout patrimoine qui pourrait être découvert, seront protégés (rappelons qu'ils relèvent des dispositions relatives à la prise en compte du patrimoine archéologique dans les opérations d'urbanisme).



PERMETTRE UN ACCÈS AUX COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES.

Le Conseil Départemental de Savoie a mis en place en 2010 un «plan numérique départemental» qui consiste à couvrir l'ensemble du département en haut et en très haut débit d'ici 15 ans.

Il s'est fixé pour objectif de déployer un réseau numérique à très haut débit sur tous les territoires, aux meilleurs prix, et accessible pour tous. Cette politique devrait se déployer sur trois axes :

- * favoriser le déploiement de l'ADSL,
- * soutenir l'émergence de solutions alternatives pour les territoires ne pouvant bénéficier de la technologie ADSL
- * examiner la possibilité de développer un réseau de fibres optiques, cette technologie proposant les meilleurs débits.

Un territoire 100% connecté. Le rendre possible et même indispensable est l'une des priorités du Conseil général dans le cadre du développement harmonieux du territoire.

Agir pour réduire les disparités territoriales passe également par l'optimisation d'une couverture numérique de tout le département. Des outils ont été créés pour atteindre cet objectif majeur avec notamment la charte « département innovant » signée avec France Télécom pour le déploiement de l'ADSL et les technologies telles que le WIFI. A terme, le département verra un réseau dense de fibres optiques irriguer tout le territoire savoyard en très haut débit.

La couverture numérique passe aussi par le développement de la téléphonie mobile, notamment dans les « zones blanches », et par le financement de la construction de pylônes pour les antennes.

Enfin, les Savoyards qui ne disposent pas d'Internet chez eux, peuvent y accéder grâce aux Espaces Publics Numériques (EPN) disposés sur tout le territoire et financés par le Conseil général.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Conseil Départemental de la Savoie a pris l'initiative de réaliser un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN), approuvé en Commission permanente du Département le 27 avril 2012, qui définit l'articulation entre investissement privés et initiatives publiques.

FAVORISER LES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX DE PROXIMITE

La commune est éloigné des centres urbains et des grands équipements commerciaux. Le tissu commercial de proximité est de ce fait indispensable à la vie locale permanente et touristique.

Toutefois, l'implantation de moyennes ou grandes surfaces commerciales (surface de vente supérieure à 400 m²) est exclu.



SYNTHESE

CARTE DES ENJEUX DE TERRITOIRE

